

LES TRANSPORTS AÉRIENS

DEMANDE D'EXPLICATIONS QUANT AU PRÉDÉDOUANEMENT, LES NOUVELLES LIGNES À DESTINATION DES É.-U. ET LES DROITS D'ATTERRISSAGE À MILAN

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Comme il a su si bien éviter de répondre directement aux questions qu'on lui pose depuis le début de la séance au sujet des voyages par avion...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a la parole pour poser une question, non pour faire un discours. Nous sommes déjà à la fin de la période des questions. Si nous discutons au lieu de poser des questions, les autres députés n'auront pas l'occasion de poser leurs questions.

M. Ellis: Le ministre veut-il faire une déclaration à l'appel des motions au sujet de l'attitude du gouvernement sur trois choses: la reprise de prédédoanement pour les voyageurs à destination ou en provenance des États-Unis; le résultat des pourparlers bilatéraux avec les États-Unis au sujet de l'ouverture de nouvelles lignes dans ce pays; et l'octroi à un transporteur canadien de droits d'atterrissage à Milan?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): La réponse est non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE DE DÉPÔT DE L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE D'HELSINKI

M. Ron Atkey (St. Paul's): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le 18 juin dernier, le ministre a déposé un communiqué publié à l'issue des réunions du Conseil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tenues les 14 et 15 juin. Nous dirait-il pourquoi il n'a pas déposé en même temps les recommandations finales connexes pour les consultations à Helsinki, qui renferment l'ordre du jour de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, laquelle sera tenue la semaine prochaine, surtout en raison du grand espoir que fait naître l'article relatif à la coopération dans les domaines humanitaires chez les nombreux Juifs, Ukrainiens et résidents des pays de la Baltique qui ne peuvent quitter l'Union soviétique en ce moment.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député pourrait peut-être permettre au ministre de répondre à la question.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je partage l'avis du député concernant l'ordre du jour de la conférence qui sera tenue à Helsinki la semaine prochaine et à laquelle je vais assister à titre de chef de la délégation canadienne. Je regrette que le document en question n'ait pas été déposé mais je vais m'assurer qu'il le soit immédiatement.

Questions orales LES PÉNITENCIERS

LA SAISIE DE PLANTS DE CANNABIS CHEZ L'AGENT BRIAN MURPHY—LES MOTIFS DU MAINTIEN EN FONCTIONS

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, cette question s'adresse au solliciteur général. J'en ai averti son ministère. Étant donné que le 13 mars 1973, la Gendarmerie royale du Canada a saisi 107 plants de cannabis chez un agent du service fédéral des pénitenciers Brian C. Murphy et sa femme Jeanette et vu que les deux accusés participent maintenant à une étude du profil des détenus au pénitencier de C.-B. et puisque...

M. l'Orateur: A l'ordre! Je pense que je devrais prendre un moment pour avertir les députés de ne pas faire un discours lorsqu'ils posent leurs questions. Je pourrais citer à l'intention des députés, l'article du Règlement qui leur permet de poser des questions sans renseigner la Chambre et de les poser de façon brève et précise. Je dirais, avec tout le respect et l'amitié que j'ai pour les députés, que lorsqu'ils posent des questions aussi longues que certaines de celles que nous avons entendues au cours de la période des questions, le résultat n'est pas nécessairement des meilleurs et un certain nombre de députés ne peuvent poser leurs questions. Le député de Burnaby-Richmond-Delta voudrait peut-être maintenant poser sa question.

M. Reynolds: Merci, monsieur l'Orateur. Le ministre va-t-il dire à la Chambre s'il y a une bonne raison pour que ce couple n'ait pas encore été suspendu de ses fonctions et soit encore en rapport avec les détenus?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'avais la semaine dernière préparé une réponse à l'intention du député. J'ai pensé qu'il avait oublié sa question. Il faudra que je me procure à nouveau cette réponse et que je la rapporte à la Chambre.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE REFUS DE VENTE D'ESSENCE À DES AUTOMOBILISTES CANADIENS AUX É.-U.—DEMANDE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE PIPE-LINE DU MACKENZIE

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Étant donné les rumeurs selon lesquelles on refuse de vendre de l'essence à des automobilistes canadiens à de nombreux postes d'essence aux États-Unis, parce que les garagistes croient que les politiques du gouvernement canadien contribuent à la pénurie de carburant dans ce pays, le premier ministre peut-il dire s'il a chargé le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ainsi que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de prendre des mesures en vue d'accélérer l'aménagement d'un couloir pour la transmission de l'énergie dans la vallée du Mackenzie et d'aider ainsi à atténuer la situation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je devrai lire la question, car toute la première partie m'a échappé, et voir si je peux y répondre.